



HAL
open science

Sharjah, ou les vertus de l'austérité au service du progrès

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Sharjah, ou les vertus de l'austérité au service du progrès. Les Cahiers d'EMAM, inPress. halshs-02144223

HAL Id: halshs-02144223

<https://shs.hal.science/halshs-02144223>

Submitted on 29 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sharjah, ou les vertus de l'austérité au service du progrès

IPUGMO/WOCMES

Marc Lavergne

En marge ou en retrait ?

Au royaume incarné par Dubaï, de l'image et de la communication triomphantes, censées susciter enthousiasme et confiance, donc engendrer croissance économique et succès individuels, Sharjah fait figure de franc-tireur, de reproche muet peut-être devant cet abandon des vertus qui ont fait la résilience des peuples de la péninsule, au temps de l'austérité. La ville est-elle pour autant un anti-Dubaï ? (Lavergne, 2018) : que révèle, d'où procède la différence de ces deux visages urbains de cités pourtant voisines, mais toujours séparées par une frontière invisible ? La réponse qui vient à l'esprit peut être d'abord de la différence de moyens financiers, mais Dubaï ne jouit guère plus que Sharjah de rente pétrolière : vis-à-vis d'Abou Dhabi, les deux cités sont dans une même situation de dépendance. S'agit-il alors de compétence ? Dubaï a certes bénéficié de l'installation de commerçants iraniens qui ont fait la prospérité de la ville et de dirigeants qui en ont fait une « entreprise » globale (Lavergne,). Mais Sharjah a été bien avant, la capitale d'un empire maritime, de part et d'autre du détroit d'Ormuz, source de pouvoir, de richesse et de prestige, jusqu'à l'irruption de la concurrence britannique au début du XIX^{ème} siècle. Et elle garde jusqu'aujourd'hui le souvenir de sa domination sur la péninsule du Musandam, dans cette imbrication de territoires, d'allégeances et de tutelles complexes qui se lit encore dans le découpage des souverainetés, et qui dénote une aptitude ancienne à la gestion de peuples divers. Le fond de la différence entre Sharjah et Ras al Khaymah, qui furent et demeurent toutes les deux sous la tutelle de la famille des Qawasim, et d'un autre côté Dubaï et Abou Dhabi, fondées par des branches de la tribu bédouine des Bani Yas, ne serait-il pas celle, fondamentale, identifiée par Ibn Khaldoun, de la badawa et de la hadara ?

Plus que d'une opposition active ou d'un rejet, on est plutôt là, semble-t-il, en présence d'une conception différente de l'urbanité et de la vie en société, qui plonge ses racines dans les origines mêmes de ces deux cités. L'histoire trop souvent oblitérée des sociétés du golfe se révèle peut-être là, dans des attitudes qui ne sont pas d'opposition, mais d'indifférence. Ainsi Sharjah explore t-elle peut-être une autre voie, qui ne s'exprime pas tant dans l'urbanisme, l'architecture ou la banalisation du luxe que dans les attitudes sociales, elles-mêmes encouragées par le souverain, en phase avec l'héritage culturel et social ainsi qu'avec la condition matérielle de son émirat.

Cet article se veut une tentative de réponse à cette question, à l'aide des outils disponibles au chercheur occidental, dans une région où l'enquête de terrain ne peut se pratiquer que selon des modalités indirectes, et doit être complétée par d'autres éclairages.

Particularités de la recherche en sciences humaines et sociales dans le Golfe

Le Golfe a longtemps été fermé à la recherche en sciences humaines et sociales, du fait du désintérêt de celles-ci, confortablement cantonnées aux études sur le plus proche Orient, et des difficultés d'accès à un univers qui ne semblait pas receler de complexité prometteuse. Il s'ouvre aujourd'hui, alors qu'il affronte avec vigueur les contradictions entre l'ancien et le moderne, la tradition et la modernité, considérées trop souvent comme l'envers et le revers d'une médaille pourtant toujours étroitement imbriqués. Or c'est plus à Sharjah qu'à Dubaï ou Abou Dhabi, dans le cadre des Émirats Arabes Unis, que les liens qui unissent le passé et l'avenir sont le plus apparents, au point même d'être mis en exergue et valorisés.

La recherche sur ces terrains n'est pas aisée, à la fois parce que trop d'apparences attirent le regard, et que tant de fond est masqué, par des sociétés qui se protègent : le clivage entre les nationaux et les hôtes est jalousement défendu, accentué qu'il est par la différence des conditions et des niveaux de

richesse, et par l'opacité des modes de fonctionnement et de gestion de ces sociétés ; elles préservent derrière l'adoption des titulatures et des fonctions importées, des ordres de légitimation et de hiérarchisation héritées bien plus opératoires, grâce à des mécanismes endogènes de sélection des compétences qui ont prouvé leur efficacité.

La multiplication des universités, des centres de recherche, des académies et des think tank sur le modèle occidental est donc largement illusoire, d'autant qu'ils n'ont pas pour objet de se pencher sur le fonctionnement interne de ces sociétés.

Pour le chercheur étranger, la solution est évidemment la présence au terrain ; mais quel terrain, dans un monde aseptisé, climatisé, banalisé, où les rencontres ne permettent que de voir la face officielle, mercantile ou administrative, de la réalité ? Il y faut du temps, de la patience, de la confiance, et encore tout cela ne suffit-il pas : l'individu en vis-à-vis n'est pas seul, il est comptable de ses actes, de ses contacts, devant une parentèle, une clientèle, tout un réseau de solidarités qu'il engage en entrebâillant la porte à l'étranger. Et lui-même est double, entre son visage public et sa vie privée ; dualité plus ou moins bien assumée, mais où toujours la part du privé, de l'intime, de la famille et du clan l'emporte, à la fois par intérêt et par conviction et loyauté, par fidélité et confiance dans des dirigeants garants de la prospérité et de la stabilité de leur peuple.

Si cette présence au terrain est néanmoins indispensable, elle ne suffit donc pas, pas plus que les prospectus de papier glacé distribués par les hôtes des stands des mastodontes locaux de l'immobilier ne reflètent la vie sociale de leurs dirigeants ou de leurs promoteurs.

C'est pourquoi la présentation ci-après s'appuie largement sur la lecture de la presse locale à partir d'une sélection aléatoire de titres en langue anglaise, recueillis au fil des années : ces journaux sont certes plus tournés vers les affaires internationales (avec un intérêt particulier pour les régions d'origine des lecteurs, le sous-continent indien et l'Extrême-Orient), le monde des affaires, la mode et les événements artistiques et sportifs. Mais ils sont aussi un vecteur d'informations à destination d'une clientèle occidentale ou orientale investie dans le « nouveau monde » globalisé, et le message qui y est véhiculé cherche à mettre en lumière les efforts des Émirats de se conformer aux tendances et aux aspirations « globales ». Les journaux en langue arabe sont eux, destinés à un public local, ils tiennent plus lieu de gazette municipale, relatant les événements de la vie quotidienne, les rites et les festivités de l'entre soi, ainsi que les innombrables cérémonies officielles ; la société émirienne est de taille modeste, un million et demi de personnes environ, répartie en sept émirats qui vivent au quotidien sur des rythmes et des polarités différents, donc la circulation de l'information s'y fait par des canaux où la presse joue un rôle secondaire.

Un autre aspect notable est que la presse accorde l'essentiel de son attention à Dubaï et Abou Dhabi, qu'il s'agisse de l'actualité officielle ou des faits divers et de la vie sociale. Ses bureaux de Sharjah sont très peu sollicités, et ceux des autres émirats quasiment pas.

Pourtant, une lecture attentive de la presse peut fournir nombre d'informations précieuses. Non pas que les ciseaux de la censure laissent échapper des secrets : celle-ci réfère plutôt à une conception de la presse qui n'intègre pas le questionnement de la pertinence de telle décision, de telle mesure : elle cherche à conforter le sentiment d'une marche en avant, de la défense des intérêts collectifs identifiés par le monarque local, qualifié de *hakim* (étym. le juge, l'arbitre, détenteur de la *hikma* : la sagesse, la philosophie) ou par le gouvernement fédéral. La presse a donc une fonction pédagogique : à ce titre, tout ce qu'elle rapporte, qu'il s'agisse de faits divers crapuleux ou de mesures administratives, fait sens et révèle des options gouvernementales et des évolutions sociétales.

Sharjah, une capitale d'empire déchue ?

Sharjah est la 3ème ville et le 3ème émirat par la population (1, 53 million d'habitants, dont 200 000 nationaux en 2015, sur les 9,4 millions que compterait la Fédération). Elle régna sur cette côte de l'Oman, le « Sahîl 'Uman », opportunément baptisée « Côte des pirates » par les Britanniques, bien avant l'essor de Dubaï puis d'Abou Dhabi au XXème siècle (Heard-Bey, 1999).

Siège historique de l'empire maritime des Qawasim, qui s'étendit de l'Oman jusqu'aux rivages de l'Iran, elle garde une assise terrestre qui fait d'elle la tête d'un micro-Etat au sein de la fédération.

Outre la capitale, elle compte des oasis de plaine, des villages de montagne, des ports situés de part et d'autre de la chaîne des monts Hajar, des enclaves et des souverainetés partagées avec ses voisins : une cité et un État marqués par le poids de l'histoire et la longue interaction avec les États et les tribus de ces régions longtemps isolées, le seul émirat dont le territoire regarde à la fois le golfe Persique et le golfe d'Oman, le seul aussi qui jouxte les territoires de ses six associés au sein de la Fédération. Ces vestiges de la grandeur passée de l'empire des Qawasim contribuent à la personnalité de Sharjah, exprimant sa diversité humaine et ses potentialités variées. Ces dépendances, qui sont organisés en « région centrale » et « région orientale »¹, contribuent également à la prospérité économique de l'émirat, sous l'impulsion de leurs municipalités.

Carte de l'émirat de Sharjah

Tandis que Dubaï, et de plus en plus, Abou Dhabi, entretiennent une frénésie de superlatifs auxquels donnent prétexte les « événements » qui s'y succèdent tout au long de l'année, à Sharjah on n'est pas fervent de mises en scène ou de battage médiatique. Ici, pas de bruyant enthousiasme sportif, de stars internationales invitées à prix d'or², de vedettes de la chanson ou du cinéma venues de Bollywood ou d'Occident. Pas non plus de tours audacieuses cherchant à se démarquer et à surpasser les voisines, pas d'hôtels fastueux ni de sièges de « *world companies* ». La discrétion, voire une certaine austérité, est de mise, et même le front de mer ou les rives de la Crique, n'ont pas été convertis aux loisirs et aux sports nautiques : Sharjah est pudique... et économe³.

Si les dirigeants et en premier lieu l'émir « Dr Cheikh Sultan bin Muhammad al-Qasimi » qui règne depuis 1972, ne cherchent pas la vedette, ils sont en revanche plus présents dans les pages consacrées à l'actualité culturelle et éducative : la politique culturelle constitue en effet depuis 1979 la priorité affirmée de l'émirat. Mais depuis 2009, cette priorité accordée à la promotion de l'identité arabe et islamique de l'émirat de pair avec le soutien accordé à l'accès à la culture par l'éducation et les arts, laisse place à une banalisation relative, dans la recherche d'investissements et de développement économique : la crise de 2008 qui a brisé l'élan de Dubaï est passée par là, et la politique de Sharjah vise de plus en plus à assurer des compétences à sa jeunesse, et une attractivité accrue dans les domaines des nouvelles technologies.

Si les professions de foi, les annonces et lesancements de programmes et d'institutions dédiées à la préparation d'un avenir radieux foisonnent, à l'image de la frénésie de Dubaï, les entrefilets consacrés aux faits divers et aux difficultés du maintien de l'ordre, viennent tempérer cette vision heureuse et harmonieuse sous la houlette de dirigeants dévoués et clairvoyants. Sharjah apparaît souvent dans la rubrique « faits divers » : les incidents, les déviances et les délits qui y sont relatés reflètent un aspect du quotidien de la vie des hôtes de Sharjah : les travailleurs immigrés venus d'Asie du Sud et d'Extrême-Orient, qui travaillent pour la plupart à Dubaï, mais trouvent ici des logements aux loyers plus abordables.

L'hébergement des travailleurs expatriés, une ressource essentielle mais peu valorisante

Sharjah contraste avec Dubaï par la présence d'une population autochtone proportionnellement plus forte, tandis que les travailleurs immigrés sont en majorité issus de pays musulmans, soit arabes, soit voisins et depuis longtemps en contact avec les rives du Golfe, comme les Iraniens, les Baloutches

¹auxquels il faudrait ajouter l'île d'Abou Moussa, aux abords du détroit d'Ormuz, occupée par l'armée iranienne depuis 1971.

²Une exception toutefois : le cricket est pratiqué au plus haut niveau par une équipe locale de ressortissants du sous-continent indien (Gulf News, 23 juin 2007).

³A preuve, les retards dans les aménagements de l'espace public : « Sharjah's Ansar mall footbridge cheers up residents », GT 30 octobre 2017

et les Pakistanais. La sensation d'un kaléidoscope humain y est donc beaucoup moins forte qu'à Dubaï. Il s'agit sans doute là de la persistance de courants anciens, mais aussi de besoins différents en personnel expatrié, moins qualifié, l'absence de ressources pétrolières réduisant la nécessité (et la possibilité) de recruter de la main d'œuvre dans le secteur tertiaire et tertiaire supérieur.

Néanmoins, la fonction de cité-dortoir est la première ressource de Sharjah : la ville héberge en effet les travailleurs des chantiers, des ateliers, des magasins ou des bureaux de Dubaï ; dans le centre ancien et les périphéries récentes réside une nombreuse population d'hommes originaires en majorité du Pakistan, tandis que les classes moyennes trouvent des loyers plus abordables qu'à Dubaï dans les quartiers résidentiels qui s'étendent sur les dunes à l'est du centre (Lavergne, 2018).

Si la grande majorité de ces travailleurs est employée à Dubaï, provoquant l'engorgement quotidien des migrations pendulaires, l'émirat lui-même en emploie un nombre important : le tissu industriel de l'émirat est en effet disséminé sur plusieurs sites : outre ses faubourgs en lisière de Dubaï, l'émirat possède :

- le port et la zone franche de Hamriyah, quasi enclavés au delà de l'émirat d'Ajman, dont la cité-mère est intégrée dans la conurbation qui s'étend aujourd'hui de Jebel Ali à Hamriyah ;
- le terminal de porte-conteneurs en eau profonde de Khor Fakkan sur le golfe d'Oman, qui permet d'éviter le franchissement du détroit d'Ormuz ;
- la zone franche de l'aéroport international, voué pour l'essentiel au trafic aérien des marchandises.

La production industrielle de l'émirat lui rapporte 20 % de son PIB et représente à elle seule la moitié de celle de l'ensemble de la fédération. On peut y ajouter pour mémoire les modestes destinations de tourisme intérieur de Masafi, source de l'eau minérale du même nom, dans les monts Hajar, et des plages de Khor Fakkan ou de Kalba, au nord et au sud de Foujairah, sur le littoral du golfe d'Oman. Au total, Sharjah, dont les gisements de pétrole off shore sont depuis longtemps épuisés, vit des revenus de son activité bien plus que des allocations du budget fédéral, c'est-à-dire des subventions d'Abou Dhabi.

La main d'œuvre résidente est sujette aux tentations et aux drames de la misère et de l'exil : incivilités⁴, trafics⁵, vols⁶, bagarres⁷, prostitution⁸, crimes sexuels ou passionnels. Le gouvernement, la police et la Municipalité de Sharjah ont une attitude qui est modulée entre la répression, qui s'appuie sur la loi coranique en vigueur, et les réformes, de manière à maintenir un niveau de sécurité optimal, gage de l'attractivité de l'émirat et de la réputation de l'ensemble de la Fédération. Ainsi de l'attention portée au niveau des loyers⁹, ou à la santé publique¹⁰. Cependant, Sharjah est loin d'être un coupe-gorge, et la relation des faits divers vise plutôt à maintenir la vigilance des citoyens qu'à instaurer un climat d'anxiété. Les faits relatés se produisent dans des quartiers périphériques éloignés des résidences des citoyens, et le niveau de sécurité, dans les quartiers centraux, y est similaire à celui qui prévaut dans les autres émirats.

De la fidélité aux racines à l'ouverture à la nouvelle économie

Depuis la crise de 2008, un véritable traumatisme pour les émirats non-pétroliers de la fédération, le mot d'ordre est désormais à la diversification de l'économie : Sharjah a donc opté pour une sophistication de son offre, tout en accentuant son choix initial de spécialisation éducative et

⁴"Reckless Cyclists could lose bicycles", Gulf News, 4 avril 2013

⁵"Man held for offering illegal phone calls", Gulf News, 4 avril 2013 ; "Nizwar Manufacturers held in Sharjah", Gulf Today, 2 avril 2013 ; "Men charged with bootlegging alcoholic drinks", GT 14 janvier 2019 ;

⁶"Gang of car stealers busted", GT, 19 mars 2017

⁷"Policemen impersonators in detention", Gulf Today, 15 janvier 2019 ; "Five suspects held for trafficking in 14 amputees", GT14 mai 2018

⁸"Runaway maids turning to prostitution", Gulf News, 7 avril 2013 ; "Parents caught hawking underage girls", Gulf Today, 15 janvier 2019

⁹"Rent hike limitation in Sharjah", Gulf News, 22 juin 2007

¹⁰"Sharjah set to curb tobacco sales", Gulf News, 5 avril 2013, couplé avec l'ouverture par l'émir, cheikh Sultan, d'un centre de traitement du cancer du poumon, avec le soutien de l'Institut Gustave Roussy 1er avril 2013);

culturelle.

Cette contrainte a été convertie en atout par les dirigeants de l'émirat, et au premier chef l'émir régnant depuis le départ des Britanniques, Cheikh Sultan bin Muhammad al-Qasimi.

Celui-ci, par conviction personnelle¹¹, par héritage familial et par calcul politique, a ainsi conféré à Sharjah une vocation de pôle culturel du monde arabe. Sharjah, en soutenant la production et la consommation artistique et culturelle locale, en défendant l'usage de la haute langue arabe, prend le contre-pied des politiques suivies par Dubaï et Abou Dhabi, qui prônent à la fois le culte d'un héritage bédouin réinventé et de l'autre, l'adoption d'une culture internationale délocalisée sans résonance auprès de la population locale. Comme l'explique Alexandre Kazerouni dans ses travaux consacrés à la politique muséale dans le Golfe (Kazerouni, 2010), et plus particulièrement à la politique culturelle de Sharjah de 1979 à 2009 (Kazerouni, 2017), l'héritage des Qawasim, qui régnèrent durant des siècles sur un empire maritime de part et d'autre du détroit d'Ormuz jusqu'à leur éviction par les Britanniques au début du XIX^e siècle, se traduit aujourd'hui par une adhésion persistante à la cause de l'unité arabe. Celle-ci, pourtant depuis longtemps évincée ailleurs, contraste avec la promotion d'une identité golfienne et bédouine par ses pairs d'Abou Dhabi et de Dubaï au sein de la Fédération. Elle n'a plus de traduction politique visible, mais elle sous-tend l'ambition culturelle de Sharjah, qui, loin de s'estomper, se renforce au fil des années en plongeant ses racines dans la promotion de l'éducation et en s'étendant à des domaines nouveaux.

Sharjah, la culture entre fidélité et ouverture

Sharjah est en quelque sorte la capitale des émirats du Nord ; mais c'est une capitale déchuée, reléguée par les Britanniques dans l'ombre de Dubaï, quelques kilomètres plus au sud : si l'aérodrome accueillant les premiers experts et techniciens du pétrole, et servant d'escale entre Londres et Bombay, aux bimoteurs des Impérial Airways, avait été aménagé sur le territoire de Sharjah, c'est déjà à Dubaï que les Britanniques avaient convié les marchands de la côte iranienne en 1902, pour leur permettre d'échapper aux taxes imposées par le Chah d'Iran. Ensuite, certes, l'émir de Sharjah avait négligé de faire draguer le fond de sa Crique qui s'ensablait, ce dont son collègue Cheikh Saïd al-Maktoum de Dubaï profita pour détourner à son profit le commerce maritime de la Côte de la Trêve. C'est alors dit-on, que le destin de Sharjah bascula au profit de Dubaï. Mais surtout, les dirigeants de Sharjah étaient les descendants de la famille des Qawasim, dotés d'une légitimité historique et auréolés d'une ascendance prophétique, alors que les Bani Yas de Dubaï, comme ceux d'Abou Dhabi, étaient dirigés par des dynasties tribales d'origine bédouine. Le rapport au monde, la conception de la société, de la ville, en étaient opposés, si l'on s'en réfère à la conception khaldounienne de l'antagonisme entre la *badawa* et de la *hadara*.

C'est pourquoi la ville de Sharjah est porteuse d'une histoire, dont atteste également son émirat, vestige d'une aire d'influence qui couvrait tout le nord de la péninsule jusqu'au cap Musandam. Cité commerçante, havre des pêcheurs de perles, Sharjah se sent, comme Koweït ou Manama, plus proche du monde arabe que les métropoles triomphantes de Dubaï et d'Abou Dhabi.

Ici comme ailleurs, le rôle éminent du souverain

Quelle part revient dans cette orientation à la personnalité de l'émir, « Dr » Cheikh Sultan bin Muhammad al-Qasimi ? Ici comme ailleurs dans la région, la personnalité du souverain est un élément-clé, et la durée de son règne, la conduite des affaires lors des événements historiques traversés, lui ont permis d'imprimer durablement sa marque. Mais dans ce cas particulier, le personnage a une biographie exceptionnellement riche et liée aux grandes évolutions qu'a connu la région au XX^e siècle. Et chance exceptionnelle également, et révélatrice de la personnalité de son héros, elle a fait l'objet par ses soins d'une relation détaillée et vivante, sinon objective : une autobiographie en 6 volumes, excellemment traduite en français de surcroît, qui permet de parcourir

¹¹Il est titulaire d'un doctorat de la Faculté d'agronomie de l'Université du Caire.

l'histoire contemporaine de la région, tout autant que de découvrir le fonctionnement d'une société en proie aux évolutions des conditions de vie, et capable de prendre son destin en mains au milieu des tourments du XXème siècle. Né en 1939, Cheikh Sultan préside aux destinées de l'émirat depuis 1972, peu après l'indépendance de son pays¹² ; une originalité déterminante, Cheikh Sultan a fait de « vraies » études supérieures, durant quatre années à la Faculté d'agronomie de l'université du Caire¹³ : des études menées en tant que modeste membre d'une famille de cheikhs d'une région désertique reculée et misérable. Il y a été un témoin et même un militant de l'épopée et de l'échec du combat de Gamal Abd el Nasser en faveur de l'unité du monde arabe, vivant sur place la cuisante défaite de la Guerre des Six Jours et la mort du raïs en septembre 1970. Comme toujours, cette initiation à l'éducation moderne, à la science et à la recherche, est autant le produit d'une histoire « nationale » et familiale que de son équation personnelle ; mais il est à l'origine, sans doute, du parcours différent de l'émirat et de la ville depuis la naissance de la fédération – et l'irruption du pétrole. Si Cheikh Sultan est l'initiateur de la voie choisie par Sharjah, l'absence de ressources pétrolières a sans doute été un facteur qui a facilité cette quête du progrès et du développement des ressources humaines.

Fidélité à la tradition et quête des instruments de la modernité

L'attention accordée par Sharjah au développement culturel et éducatif passe d'abord par la préservation et la mise en valeur du patrimoine : Sharjah a comme Dubaï un centre ancien, sur les bords de la Crique, qui abritait ce que A. Kazerouni appelle " le petit peuple des ports » à portée du fort, entouré de quelques maisons de commerce et de la Mosquée. La mosquée chiite, édifiée en 1861 dresse encore sa façade de faïence bleue sur la rive de la Crique, à proximité du souk : un vaste chantier est en cours pour muséifier toute la zone, qui est candidate à une inscription au patrimoine de l'Humanité de l'UNESCO, en concurrence voilée avec Dubaï.

Ce centre historique en cours de rénovation connaît une nouvelle vocation de cœur de la politique culturelle de l'émirat : ses bâtiments entre la Crique et le Fort, les souks et la Mosquée, sont transformés en musées, centres d'exposition, sièges administratifs des différents services voués à la promotion du patrimoine et de la culture. Mais d'autres infrastructures ont été créées, faisant appel à une architecture moderne, voire futuriste, qui ne le cède en rien à celle de Dubaï, pour accueillir festivals, amphithéâtres, cinémas, sur les bords de la crique et dans le péri-centre.

L'émirat compte ainsi plus d'une vingtaine de musées et une trentaine de salles de cinéma, soit à peu près autant que les émirats plus fortunés de Dubaï et d'Abou Dhabi. La programmation de ses activités est de qualité, ouverte aux tendances avant-gardistes, et son théâtre en plein air offre une scène inattendue à cet art qui fut pratiqué par l'émir lui-même dans sa jeunesse. Il en va de même pour le cinéma, dont le succès contraste avec son interdiction en Arabie Saoudite, qui demeure le symbole de l'entêtement wahhabite à l'assimiler à la futilité et au vice. Pour les dirigeants de Sharjah, le 7ème art, comme les autres, autant un moyen d'éducation qu'une distraction.

Le paradoxe apparent est que l'émirat de Sharjah se veut le gardien de la culture et de la religion arabo-islamique, en réaction à la fois au salafisme de l'Arabie Saoudite, radicalement hostile à la culture et à la protection du patrimoine, et aux orientations mondialisées des émirats pétroliers du Golfe, vecteurs d'une ouverture consumériste et déracinée : sur le plan politique, le gouvernement de l'émirat se situe sur une ligne proche des Frères Musulmans, et sur le plan juridique et social, adhère à l'application de la Charia, interdisant par exemple la consommation d'alcool, tout en conservant un attachement (une nostalgie?) envers le rêve d'union de la Nation arabe de l'époque nassérienne.

La politique culturelle de Sharjah constitue donc un tout intégré : il ne s'agit pas ci comme dans d'autres émirats d'offrir une façade, une vitrine à la face du monde, d'en faire un outil de promotion à usage externe, mais avant tout de faire évoluer la société vers un progrès à la fois intellectuel et technique, pour lui donner les moyens d'affronter l'avenir sans se renier. Ce souci d'articulation se

¹² ce qui lui confère un rang de doyen des souverains sur les rives du Golfe. Le sultan Qabous d'Oman est parvenu sur le trône en 1970, à l'âge de 18 ans, ce qui lui confère une plus grande longévité malgré un âge moins avancé.

¹³ ce qui explique le titre de Dr Cheikh qui lui est conféré dans la titulature officielle.

retrouve dans le primat accordé non pas tant aux réalisations matérielles comme l'architecture ou la mise en scène de l'espace urbain, qu'à la floraison d'initiatives immatérielles, ou couplant entre elles différentes préoccupations : culture et éducation vont ici de pair, de même que protection et mise en valeur du patrimoine historique et de l'environnement, éducation et développement technologique, art et relations internationales.

Stratégies de long terme et outils de mise en œuvre

Le premier souci de Cheikh Sultan est l'attention portée à la formation de la jeunesse. Cela passe, pour lui, par la priorité accordée à la lecture : « *He says it's important to instil love of reading in Children* » relève-t-on¹⁴, ce qui dénote à la fois une conviction personnelle quant au développement intellectuel et moral qui va bien au-delà de préoccupations d'ordre économique et social, et un rapport paternel aux enfants et à son peuple. Les incitations à la lecture sont multiples : financement des maisons d'édition¹⁵, organisation de foires internationales, concours de poésie et aujourd'hui défense des droits d'auteur et soutien au livre électronique. Une « Sharjah Book Authority » organise chaque année la « Sharjah International Book Fair » :

- en 2015, la 34^{ème} édition a vu nommer « personnalité culturelle de l'année » *le prince poète saoudien Khaled al-Fayçal, conseiller du roi Salman et gouverneur de La Mecque « pour son engagement constant en faveur des valeurs de tolérance et de modernisation, en encourageant le dialogue et l'interaction interculturels »* : un exemple de « soft power » discret et efficace en faveur des éléments les plus ouverts des sociétés du Golfe¹⁶.
- En 2017, la 36^{ème} édition est consacrée à la promotion du livre électronique, tandis que la maison d'édition locale Kalimat présente plus de 50 nouveaux titres (Gulf News 28 et 29 octobre 2017), tandis que le Khaleej Times réalise un entretien d'une page avec le directeur de la Sharjah Book Authority (Khaleej Times, 29 octobre 2017).
- En 2019, le 17^{ème} Festival de poésie arabe y est inauguré en présence du ministre marocain de la Culture et de la Communication et de Rajul Gandhi, président du parti du Congrès indien, tandis que Sharjah est l'invitée d'honneur de la 27^{ème} Foire mondiale du Livre à New Delhi (GT, 14 janvier 2019) : prélude à sa consécration, lors de la 38^{ème} édition, comme capitale mondiale du Livre 2019 par l'UNESCO : la 1^{ère} ville du Golfe, la 3^{ème} du monde arabe et la 19^{ème} cité mondiale à se voir décerner cette distinction.

On peut certes se poser la question de savoir si Sharjah est effectivement devenue le Quartier Latin du Golfe, voire du monde arabe ; mais l'intention et les moyens mis en œuvre sont indéniables. C'est à Sharjah qu'avait été créée la première Université Américaine des Émirats. Aujourd'hui, face à la prolifération des « universités » ou prétendues telles aux Émirats (au nombre de 125 environ!), Sharjah fait modeste figure. Mais l'Université de Sharjah a une bonne réputation, et ses progrès sont suivis avec attention par Cheikh Sultan, qui en est, comme il est de règle, le président.

Elle joue un rôle majeur dans la formation moderne de ses élites, avec une insistance nouvelle sur la recherche scientifique (GT, 29 octobre 2017), mais elle est en même temps chargée de maintenir et promouvoir les valeurs et la culture de l'émirat : l'enseignement en langue arabe y tient une large place, et elle abrite un département d'études islamiques, chargé de promouvoir un islam enraciné dans l'histoire et la société, opposé à l'islam désincarné des salafistes d'Arabie Saoudite.¹⁷

Plus que le « business and management » à l'honneur dans les universités privées, l'intention ici est de former des élites à la fois ouvertes sur le monde et en phase avec les réalités de la société : il s'agit d'évoluer vers un modèle de gouvernance adapté aux besoins d'une société diversifiée et consciente, à travers une meilleure « communication gouvernementale » : « gouvernance participative » en vue

¹⁴ Gulf News, 2 mai 2013

¹⁵ « Sultan grants Dh 2m to support book publishers », Gulf News, 2 mai 2013

¹⁶ "Khalid named Years" personality. Saudi Poet prince given title by SIBF in recognition of his contributions", Gulf News, 25 octobre 2015

¹⁷ "L'université de Sharjah un des piliers du projet de renaissance culturelle de Sultan", entretien avec le Dr Sami Mahmoud, recteur de l'Université de Sharjah, Al-Khalij, 21 avril 2013.

du « développement durable » en sont les maîtres mots, relayés par des campagnes menées par l'International Governance Communication Forum (IGCF), comme la création d'un diplôme de Communication gouvernementale¹⁸ ; par la fondation Rub' al Qarn (Quart de siècle) « Foundation for creating Leaders and Innovators »¹⁹ ou par la campagne "#Sharjah_Ask"²⁰.

Ces préoccupations concernant la transmission et l'adaptation du pouvoir n'excluent pas un intérêt croissant pour les sciences et techniques : la santé publique est en bonne place, avec comme dans les autres émirats des préoccupations liées à l'évolution du mode de vie urbain, la pollution et l'alimentation, des campagnes régulières de lutte contre le cancer, l'obésité, etc. Depuis 2009 et la crise des subprimes qui a frappé durement les émirats para-pétroliers comme Dubaï et par contrecoup Sharjah, une politique de promotion et de diversification industrielle à l'international s'est développée, avec l'organisation d'expositions destinées aux investisseurs et aux professionnels²⁰, tandis qu'un « Sharjah Research Technology and Innovation Park » a ouvert ses portes et essaie de nouer des partenariats externes²¹.

Un aspect essentiel de cette attention à la promotion de la jeunesse est celle réservée aux femmes : le souci de conserver les traditions et d'adhérer aux prescriptions coraniques va ici de pair avec une politique volontariste de promotion de la femme dans tous les domaines : non seulement dans l'éducation, mais aussi dans le sport ou dans les affaires, à travers des associations telles que « Sajaya Young Ladies of Sharjah », filiale de Rub' al qarn²⁰, la Sharjah Women's Sport Foundation²¹, le club des femmes d'affaires « NAMA for Women Advancement Establishment »²², ou la lutte contre le cancer du sein²¹.

Ces initiatives sont soutenues par les femmes qui ont joué de longue date un rôle éminent dans la gestion des affaires de l'émirat ou même au-delà, au niveau fédéral, parmi lesquelles on peut citer :
- Cheikha Jawahir bint Mohamed al-Qasimi, épouse de Cheikh Sultan, une des personnalités le plus en vue des Émirats, par son engagement humanitaire en faveur des réfugiés et des « personnes vulnérables », dans le monde entier à travers sa Big Heart Foundation (TBHF) lancée en juin 2015²². Son « Al Jawahir Reception and Convention Center » est l'un des principaux lieux d'accueil d'événements de Sharjah.

- Cheikha Lubna bint Khaled bin Sultan al-Qasimi, nièce de Cheikh Sultan, aujourd'hui ministre fédérale de la Tolérance, fut ministre de l'Économie, puis de la Coopération internationale et du développement (2015) : c'est l'une des personnalités les plus puissantes des Émirats.

Mais ces membres féminins de la famille régnante ne sont pas l'exception qui confirme la règle : bien d'autres seraient à citer, comme Amal Taeya, directrice générale de la Sharjah Museum Authority (GT, 14 janvier 2019), Hana Saif al-Suwaidi, Présidente de l'EPAA : (Environmental Protection Authority), Dre Rim A/Rahim bin Karam, présidente du NAMA Women Advancement Establishment ou encore Modhi al-Ali, figure de proue d'une campagne destinée à encourager les jeunes filles à pratiquer le football²³.

Est-ce à contre-pied, ou au contraire, dans le même sens que doit se comprendre la pratique des mariages collectifs, encouragés par les autorités ? Ces cérémonies organisées par les autorités visent à réduire le coût devenu prohibitif des mariages des Émiriens avec des compatriotes, ce qui les conduit à épouser des étrangères au douaire moins onéreux²⁴.

Ce tour d'horizon de la philosophie à l'œuvre dans l'émirat de Sharjah ne serait pas complet sans que l'on relevât le souci de la préservation de l'environnement ; rien qui soit propre à cet émirat, sinon que l'on y retrouve le souci de cohérence et d'articulation des différents chantiers d'évolution : ainsi la

¹⁸"Communication is key : Sultan", à l'occasion du 6ème "International Government Communication Forum, Sharjah, 22 mars 2017, avec des interventions d'Al Gore et du prix Nobel de la paix Mohamed Yunus, GT 23 mars 2017

¹⁹"Rubu' Qarn (Quart de siècle) set to brighten young leaders' future", GT 17 janvier 2019

²⁰ « IGCF to engage public on participatory governance », GT 20-21 mars 2019.

²¹: Pink Carvan skydive for breast cancer awareness » Gulf News, 28 octobre 2017.

²²"Sultan bin Ahmed is Big Heart Foundation's Humanitarian Envoy", Gulf News, 29 octobre 2017.

²³ « Emirati Girl becomes part of man (chester) city Drive », GT, 14 mars 2019

²⁴ « Le prince héritier de Sharjah assiste au mariage collectif de 55 couples aujourd'hui », Al-Khalij, 21 avril 2013.

campagne de nettoyage du port de pêche de Khor Fakkan a été organisée par la Sharjah Museum Authority (dirigée, on l'a vu, par une femme), façon de symboliser le lien entre la culture et l'environnement, avec comme objectif commun le développement touristique, sous le slogan de « Sharjah, the smiling Emirate ». Objectif que l'on retrouve dans des opérations comme le festival de Sir Bu Nair, destiné à protéger l'environnement insulaire et maritime²⁵. Plus globalement, Sharjah ambitionne de devenir en 2021 la première ville sans déchets du Moyen-Orient, grâce à un programme de conversion de déchets en énergie par l'élimination de 300 000 t de déchets par an, pour une économie de 450 000 t de CO₂/an.

Au total, l'image qui se dessine, tant en suivant l'actualité de Sharjah qu'en se référant aux mémoires de cheikh Sultan, et plus loin encore, aux travaux des historiens et des historiographes de la péninsule arabique et du Golfe, est celle d'une concrétion étatique et d'une formation sociale ouvertes aux échanges et au métissage, donc au progrès, discrètes non pas par sentiment d'infériorité mais au contraire par assurance et inscription dans la durée. On peut dès lors supposer que l'essor exponentiel et quasi-hystérique de certaines de ses voisines, à commencer par Dubaï, n'éveille chez elle qu'un sentiment de condescendance amusée. Loin des courses en tête, mais aussi des bulles spéculatives qui les accompagnent, Sharjah poursuit patiemment un parcours non pas de revanche, mais d'indépendance. Loin de considérer Dubaï ou Abou Dhabi, engagées dans une compétition d'ego et de domination de l'ensemble de la fédération, comme ses rivales, elle semble les ignorer en se concentrant sur ses propres objectifs, dans les eaux calmes gagnées grâce un souverain de bonne volonté, après les soubresauts qui l'on précédé.

²⁵ « Sultan bin Ahmed opens Sir Bu Nair Festival », EPAA, 19^e Festival de Sir Bu Nair, GT 14 mai 2018